

**Convention collective**

IDCC : 8912. – **ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES,  
RURAUX ET FORESTIERS  
(Languedoc-Roussillon et Vaucluse)  
(25 mars 1996)**

(Etendue par arrêté du 12 novembre 1996,  
*Journal officiel* du 20 novembre 1996)

AVENANT N° 21 DU 30 MARS 2011

NOR : AGRS1297031M  
IDCC : 8912

Entre :

La fédération régionale des entrepreneurs des territoires de Languedoc-Roussillon ;

Le syndicat départemental des entrepreneurs des territoires de Provence,

D'une part, et

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture et de l'alimentation FO ;

La fédération des syndicats chrétiens des organismes et professions de l'agriculture CFTC ;

La fédération générale agroalimentaire CFDT ;

Le syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

La convention collective des entreprises de travaux agricoles ruraux et forestiers de la région Languedoc-Roussillon et du département de Vaucluse du 25 mars 1996 est modifiée comme suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

La dénomination de la représentation des employeurs et des salariés signataires est remplacée par :

- « – l'union régionale des entrepreneurs des territoires de Languedoc-Roussillon ;
- le syndicat interdépartemental des entrepreneurs des territoires de Provence,
- et, les organisations syndicales de salariés signataires de la convention représentant la région Languedoc-Roussillon et le département de Vaucluse. ».

**Article 2**

L'article 2 « Champ d'application » est modifié comme suit :

A la suite de « travaux agricoles, ruraux et forestiers suivants » :

- les mots « à façon » sont supprimés ;
- le mot « sylviculture » est remplacé par « travaux sylvicoles » ;
- les mots « qui effectuent » sont supprimés ;
- l'expression « travaux d'aménagement agricole » est précédée de la conjonction « et ».

### **Article 3**

A l'article 3 « Incidence sur les contrats antérieurs », au premier paragraphe, la mention « avant son entrée en vigueur » est suivie de « dès lors qu'ils sont plus favorables ».

### **Article 4**

#### *Liberté syndicale et d'opinion*

Au premier paragraphe, la mention « du livre IV du code du travail » est remplacée par « livre I<sup>er</sup> de la partie II du code du travail ».

Au deuxième paragraphe, « l'article L. 412-2 » est remplacé par « l'article L. 2141-5 ».

Les troisième et quatrième paragraphes sont supprimés.

### **Article 5**

Au deuxième paragraphe de l'article 5 « Validité de la convention », la mention « au service régional de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles ainsi que dans les greffes des conseils de prud'hommes de sa délimitation » est remplacée par « à l'unité territoriale de l'Hérault de la DIRECCTE ».

### **Article 6**

Au *b* de l'article 6 « Révision et dénonciation », dans le premier paragraphe, à la suite de « peut être dénoncée », il est inséré « par l'une des parties ».

Au dernier paragraphe, « au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de l'Hérault » est remplacé par « à l'unité territoriale de l'Hérault de la DIRECCTE ».

### **Article 7**

Dans le *a* de l'article 7 « Modifications de la convention », l'expression « aux changements intervenus dans le droit de rang supérieur défini à l'article 1<sup>er</sup> » est remplacée par « résultant des nouvelles dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles de rang supérieur ».

Dans le *b*, « l'article L. 123-12 » est remplacé par les articles « L. 2241-1 et L. 2241-7 ».

### **Article 8**

Dans le *a* « Interprétation » de l'article 8 « Commission paritaire d'interprétation », « l'article L. 132-17 » est remplacé par « l'article L. 2232-9 ».

Le *b* « Application » est remplacé par « Si une décision est prise par la commission paritaire d'interprétation, elle sera portée à l'ordre du jour de la commission mixte suivante. ».

### **Article 9**

Dans l'article 9 « Embauche », la première phrase « L'embauche... l'ANPE » est supprimée.

Dans la deuxième phrase (devenant la première), à la suite de « tout engagement » est ajoutée la mention « pour l'exécution de son contrat de travail ».

### **Article 10**

Au deuxième paragraphe de l'article 10 « Période d'essai », « l'article L. 122-3-2 » est remplacé par l'article L. 1242-10 ».

## **Article 11**

Le deuxième paragraphe de l'article 11 « Nature des emplois » est remplacé par « Est considéré comme salarié permanent à temps partiel celui qui travaille selon une durée de travail inférieure à la durée légale de travail ».

Dans le troisième paragraphe, « L. 212-4-2 » est remplacé par « L. 3123-14 ».

## **Article 12**

L'article 13 « Détermination du salaire » est remplacé par :

« La rémunération mensuelle de base correspondant à la durée légale du travail, soit 35 heures par semaine, s'obtient en multipliant le salaire horaire par la durée mensuelle du travail, soit 151,67 heures. »

## **Article 13**

Le titre de l'article 14 « Valeur du point barème de salaire » est remplacé par « Négociation salariale annuelle ». Cet article est supprimé et remplacé par :

« Les partenaires sociaux conviennent de se réunir au moins une fois par an et en tout état de cause dans le mois suivant l'augmentation annuelle obligatoire du Smic sur convocation du président de la commission mixte. »

## **Article 14**

L'article 15 « Calcul des salaires » est modifié comme suit :

Le deuxième paragraphe « Le salarié permanent... 12 mensualités » est supprimé.

Dans le premier paragraphe, à la suite de « durée légale hebdomadaire du travail », il est ajouté « aux modalités d'aménagement du temps de travail ». A la suite de « 2 heures supplémentaires », il est mentionné « ou complémentaires ». Le reste du paragraphe est supprimé.

## **Article 15**

Le texte de l'article 16 « Salaire des travailleurs handicapés » est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« La rémunération des travailleurs handicapés ne peut subir d'abattement, à charge pour l'employeur de solliciter la participation financière de l'AGEFIPH (loi du 4 mai 2004). »

## **Article 16**

A l'article 17, la référence à l'article L. 140-2 du code du travail est remplacée par l'article L. 3221-2 du même code.

## **Article 17**

Au deuxième alinéa de l'article 18 « Changement temporaire d'emploi », les mentions « pendant une durée de 3 mois » et « au-delà de cette période » sont supprimées. Dans cette même phrase, il est ajouté après « percevront » la mention « dès leur prise de fonction, le salaire correspondant au coefficient de cette qualification... ». Le reste sans changement.

## **Article 18**

L'alinéa 3 de l'article 20 « Lieu de travail » est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les salariés ne pourront refuser ces déplacements, sauf cas de force majeure. Ces mentions figureront dans le contrat de travail. »

Au dernier alinéa, le mot « rassemblement » est remplacé par le mot « embauche ».

## Article 19

L'article 21 relatif à l'indemnisation des déplacements est modifié comme suit :

Au a) Prime de panier : la mention « de rassemblement » est supprimée. L'article « L. 148-8 » du code du travail est remplacée par l'article « L. 3231-12 » du même code.

Au b) Indemnité d'amplitude ou de trajet, l'opération «  $\frac{T}{2} \times S$  » est remplacée dans sa présentation par «  $(T : 2) \times S$  ».

## Article 20

A l'article 22 « Nourriture et logement », le début de la première phrase est remplacé par « Lorsque le repas du salarié est pris en charge par l'employeur, le prix journalier... ». Le reste sans changement.

## Article 21

Au paragraphe 1 de l'article 24 « Durée du travail », les références aux articles 992 à 998 du code rural sont remplacées par « les articles L. 713-1 et suivants ». De même, la référence au titre II du code du travail est remplacée par « le livre I<sup>er</sup> de la 3<sup>e</sup> partie » du code du travail.

Dans ce même article, le paragraphe 2 « Durée hebdomadaire » est remplacé par les dispositions suivantes :

« La durée normale du travail est de 35 heures par semaine.

Cette durée du travail s'entend du travail effectif, tel que défini à l'article L. 713-5-1 du code rural. La répartition du travail pourra se faire sur 4 à 6 jours en fonction de la réglementation en vigueur. »

Le paragraphe 3 est supprimé et remplacé par :

« 3. Aménagement de la durée du travail

L'aménagement de la durée du travail pourra être effectué selon les conditions des chapitres X et XI de l'accord national du 23 décembre 1981 sur la durée du travail dans les exploitations et entreprises agricoles, ses annexes et ses avenants.

Les salariés titulaires d'un CDD d'une durée inférieure ou égale à 6 mois sont exclus de ces dispositions. »

Le paragraphe 4 « Amplitude de la variation » est également supprimé et remplacé par :

« 4. Récupération des heures perdues

Les heures perdues par suite d'interruption collective du travail :

- résultant de cause accidentelle, d'intempéries ou de force majeure ;
- pour cause d'inventaire, de “pont”,

sont rémunérées à l'échéance normale et récupérées selon les modalités de l'article R. 713-4 du code rural et de la pêche maritime. »

Les anciens paragraphes 5 « Rémunération dans le cadre de la variation » et 6 « Régularisation en fin de période » (année civile) sont supprimés.

## Article 22

A l'article 25, paragraphe 1 « Définition des heures supplémentaires », la mention : « – soit au-delà de la durée considérée comme équivalente à la durée hebdomadaire » est supprimée.

Au 3 « Rémunération des heures supplémentaires », les mentions « 39<sup>e</sup> » et « 47<sup>e</sup> » sont respectivement remplacées par « 35<sup>e</sup> » et « 43<sup>e</sup> ». La phrase « Cette majoration... application de l'accord national. » est supprimée.

La référence à « 7 h 45 par jour » est remplacée par « 7 heures par jour ».

Au 4 « Repos compensateur en cas d'heures supplémentaires », dans la première phrase, la mention « 1 900 heures » est remplacée par « 1 860 heures ».

A la suite de « Pour un nombre total d'heures de travail situé : », le paragraphe se termine ainsi :

- « – entre 1 861 et 1 900 heures de travail par an : 1 jour ;
- entre 1 901 et 1 940 heures de travail par an : 2 jours ;
- entre 1 941 et 2 000 heures de travail par an : 3 jours. ».

### **Article 23**

Le paragraphe 1 de l'article 26 relatif à la durée maximale de travail et intitulé « Heures de travail prises en compte dans la durée maximale : » est ainsi rédigé :

« Les dispositions du présent article relatives à la durée maximale du travail visent les périodes de travail effectif. »

Le reste de l'article est supprimé.

Au paragraphe 3 « Durée annuelle maximale du travail », les deux dernières phrases sont supprimées. Dans la première, la mention « 2 180 heures » est remplacée par « 2 000 heures ».

Au 4 « Durée annuelle maximale par entreprise », la partie relative au nombre d'heures de travail pouvant être accomplies par un salarié selon la taille de l'entreprise est remplacée par :

- « – entreprise de 1 à 3 salariés : nombre de salariés × 2 000 ;
- entreprise de 4 à 20 salariés : nombre de salariés × 1 900 ;
- entreprise de plus de 20 salariés : nombre de salariés × 1 860. ».

Le reste sans changement.

### **Article 24**

L'article 29 relatif aux jours fériés est modifié comme suit :

La première phrase est précédée de la mention « Quel que soit le statut des salariés, les jours fériés légaux... ».

Le reste sans changement.

La deuxième phrase est supprimée et remplacée par :

« Ces dispositions ne font pas obstacle aux règles définies à l'article L. 3133-7 du code du travail relatives à la journée de solidarité. »

### **Article 25**

A l'article 30 relatif aux absences, la première phrase est remplacée par :

« Toute absence non autorisée ou non justifiée dans les 48 heures, sauf cas de force majeure, pourra entraîner des sanctions disciplinaires, dans le respect de la procédure prévue aux articles L. 1331-1 et suivants du code du travail. »

Dans la deuxième phrase, après le verbe « sont » qui l'introduit, est inséré l'adverbe « notamment ».

### **Article 26**

A la fin de l'article 33, il est ajouté la phrase : « Par ailleurs, les conséquences de l'inaptitude partielle ou totale des salariés sont régies par les dispositions légales et réglementaires en vigueur. »

### **Article 27**

Dans l'article 36 relatif à l'indemnité de licenciement, la référence à « 2 ans de présence » est remplacée par « 1 an » ; les mentions « 1/10 » et « 1/15 » sont respectivement remplacées par « 2/10 » et « 2/15 ».

Au troisième paragraphe, la mention « – à partir de 10 ans » est remplacée par « – au-delà de 10 ans... ».

#### **Article 28**

A l'article 37 « Départ en retraite », le nombre « 65 » est remplacé par « 70 ».

#### **Article 29**

Les signataires demandent l'extension du présent avenant qui, conformément aux dispositions du code du travail, sera déposé à l'unité territoriale de l'Hérault, DIRECCTE Languedoc-Roussillon, 615, boulevard d'Antigone, CS 19002, 34064 Montpellier Cedex.

Fait à Montpellier, le 30 mars 2011.

(Suivent les signatures.)